Parti de Gauche
Communiqué de presse
Le 17/05/2024 10:36

KNC : les inconséquences macroniennes

Les élections provinciales auraient dû avoir lieu en mai, mais comme les non-indépendantistes ont perdu la majorité au congrès et ont perdu le gouvernement, ils ont voulu, en mauvais perdants, repousser le vote provincial et dégeler le corps électoral établi en 1998 par l'accord de Nouméa, pour avoir de nouvelles voix qui leur soient favorables.

Après le maintien du troisième référendum en période de Covid malgré la demande expresse de report formulée par les indépendantistes, nous assistons à une nouvelle brutalisation de la politique française en Nouvelle Calédonie.

L'Assemblée Nationale a voté la révision constitutionnelle visant à intégrer les résident·es installé·es depuis au moins dix ans dans le corps électoral propre au scrutin provincial de l'archipel. Le passage en force habituel de la macronie, combiné au choix de laisser Darmanin gérer un dossier traditionnellement confié au premier ministre, conduisent à la déclaration de l'état d'urgence sur le territoire. Macron a même eu le cynisme de déclarer que le congrès se réunirait « avant la fin juin », à moins qu'indépendantistes et loyalistes ne se mettent d'accord d'ici là sur un accord global !

Il est trop tard pour parler de dialogue comme tente maintenant de le faire Macron ; il fallait le faire avant les émeutes. Déjà 4 mort·es, une centaine de blessé·es et 150 millions de dégâts.

Il est trop facile de parler comme le fait Sonia Backès, présidente de l'assemblée de la Province Sud, de nécessaire « retour de la démocratie » que constituerait le dégel des discussions. Il est trop facile d'y voir la main de la Chine et de l'Azerbaïdjan, comme le font les médias aux ordres. Les vraies raisons du malaise calédonien relèvent d'un modèle économique sans relais de croissance endogènes et d'un modèle social hyper inégalitaire.

Le Parti de Gauche demande le retrait du projet de loi constitutionnelle, véritable rupture avec le processus ouvert par les accords de Nouméa, et ce, préalablement à la réouverture de négociations. Il est grand temps pour le gouvernement français de changer de méthode, de cesser de prendre parti ostensiblement et de façon provocante pour un camp alors qu'il conviendrait de prendre en compte les points de vue des habitant·es des territoires ultramarins, gouverné·es depuis trop longtemps sur un modèle néocolonial. Laissons le temps nécessaire pour que toutes les parties prenantes inventent une nouvelle alliance basée sur des perspectives économiques et sociales redéfinies et sur une gouvernance entièrement repensée.

CONTACT

Alexandre Cailleteau — Secrétaire exécutif national
Parti de Gauche
06 62 75 98 58 · alexandre.cailleteau@lepartidegauche.fr